

Burundi : la présidence met en garde le nouvel émissaire de l'ONU

@rib News, 29/06/2017 Source AFP La présidence burundaise a assuré jeudi avoir "foi" dans le nouvel envoyé spécial de l'ONU au Burundi, Michel Kafando, tout en l'avertissant qu'un "penchant" pour l'opposition de ce pays en crise, que Bujumbura reproche à ses précédents, ne serait pas toléré. M. Kafando, ancien président du Burkina Faso, a été nommé d'abord mais émissaire de l'ONU au Burundi en remplacement de Jamal Benomar, très critiqué par le gouvernement burundais. Saïd Djinnit et Abdoulaye Bathily, précédents de M. Benomar, avaient également été accusés par le pouvoir.

Le nouvel émissaire effectuait cette semaine sa première visite au Burundi, alors que le processus de sortie de crise est au point mort, Bujumbura refusant de discuter avec son opposition en exil, qu'elle accuse d'être derrière les violences qui minent ce pays depuis 2015. "Le gouvernement burundais a foi en lui (M. Kafando, ndlr) au regard de son expérience, de ce qu'il a vécu", a déclaré le porte-parole de la présidence burundaise, Claude Karerwa Ndzankoko, à l'issue d'une rencontre entre M. Kafando et le président Pierre Nkurunziza. Le Burundi traverse une grave crise politique marquée de violences depuis la candidature en avril 2015 de M. Nkurunziza à un troisième mandat controversé et sa réélection en juillet de la même année. "Nous estimons et nous espérons qu'il (M. Kafando, ndlr) fera mieux que ses précédents", a ajouté le porte-parole, tout en délimitant des limites à ne pas franchir en prenant l'exemple de MM. Djinnit, Bathily et Benomar. "A un certain moment, ils ont eu un penchant (pour l'opposition), ils ont sorti des rapports calomnieux à l'égard du Burundi, ils ont exagéré des faits, ils n'ont pas respecté les lois du Burundi", a-t-il ajouté, faisant notamment référence à un rapport d'experts onusiens attribuant à la police et aux forces de sécurité gouvernementales des "violations graves des droits de l'homme". Les relations entre le Burundi et les Nations unies ont de fait empiré après la publication de ce rapport en septembre 2016. "Nous espérons qu'il (M. Kafando, ndlr) lira entre les lignes de la loi burundaise, entre les lignes de ces résolutions des Nations unies pour essayer de mener à bon port ce dialogue", a conclu M. Ndzankoko. Bujumbura estime que ceux voulant associer l'opposition au dialogue de sortie de crise violent des résolutions de l'ONU. Ces dernières prévoient l'exclusion des responsables des violences et étant donné que le gouvernement estime que l'opposition en exil est responsable des violences, il estime également qu'elle n'a pas sa place à la table des négociations. "La mission que j'ai acceptée est certainement difficile", a pour sa part déclaré à la presse M. Kafando. "Mais j'ai une détermination farouche à vraiment réussir ma mission, et je compte sur l'autorité de ce pays pour qu'ensemble nous puissions faire avancer la cause burundaise". "Avant tout, il s'agit du destin du peuple burundais", a-t-il dit. Les violences ont déjà fait 500 à 2.000 morts, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de cas de disparition forcée et de torture, et ont poussé à l'exil plus de 400.000 Burundais.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});